

Patrick Artus : «La question de la révolte des salariés n'est pas à prendre à la légère»

liberation.fr/debats/2018/08/27/patrick-artus-la-question-de-la-revolte-des-salaries-n-est-pas-a-prendre-a-la-
legere_1674814

August 27, 2018

Interview

Par Vittorio De Filippis — 27 août 2018 à 17:46



Sabrina, ouvrière cartonnère (L'Aigle, 2009). Photo Olivia Gay

Le mythe de la croissance a du plomb dans l'aile et ce sont les travailleurs seuls qui en font les frais, les actionnaires voulant avant tout préserver leurs dividendes. Une situation potentiellement explosive selon le chef économiste de Natixis.

Patrick Artus : «La question de la révolte des salariés n'est pas à prendre à la légère»

Il y a un peu moins de vingt ans, les pays occidentaux, portés par les progrès technologiques, se rêvaient sur les chemins de la croissance. Le rêve semble de plus en plus voler en éclats. Relative faible croissance, baisse du niveau de vie, inégalités, paupérisation, déclassement, peur d'être débranché par les robots... *Et si les salariés se révoltaient* (Fayard), tel est le titre de l'ouvrage de Patrick Artus, chef économiste de Natixis et professeur associé à l'université de Paris-I, cosigné avec la journaliste économique Marie-Paule Virard. Les auteurs y analysent les mutations profondes qui sont à l'œuvre

dans l'économie mondiale et qui alimentent la colère des classes moyennes et populaires.

La situation est-elle si désespérée qu'il faille s'interroger, comme le dit le titre de votre dernier ouvrage, sur une possible révolte des salariés ?

Il suffit d'observer comment ont été malmenées les classes moyennes occidentales pour effectivement comprendre que la question de la révolte des salariés n'est pas à prendre à la légère. Ces classes se vivent comme les grandes perdantes des bouleversements qui sont à l'œuvre, leur quotidien est difficile. Partout, les emplois qui paraissaient autrefois solides disparaissent au profit de jobs de plus en plus précaires et mal rémunérés. Selon le McKinsey Global Institute, cabinet de conseil international, près de 70 % des ménages des pays développés, soit quelque 580 millions de personnes, ont vu leur revenu stagner ou même baisser entre 2005 et 2014. Ils étaient moins de 10 millions à avoir connu une telle situation entre 1993 et 2005. Pour l'instant, les salariés manifestent leur détresse à travers des sondages ou lors d'élection, mais on aurait tort de sous-estimer la gravité de cette situation.

Et ce sont les salariés qui doivent tout affronter en même temps ?

Tout, ou presque, pèse sur leurs épaules. En clair, ici ou ailleurs, il leur faut accepter le blocage des salaires dès lors que leurs entreprises subissent une baisse de régime de croissance. Mais à l'inverse, ils ne perçoivent rien lorsque le beau temps revient. Ces salariés subissent ce qu'on appelle la «bipolarisation» du marché du travail, avec d'un côté, une pléthore de jobs à faible qualification et qui contribuent au développement des travailleurs pauvres, et de l'autre une minorité qui rafle la mise. Robert Frank et Philip Cook, deux économistes américains ont théorisé ce phénomène dans les années 90 en parlant de *Winner-Take-All Society*...

Et dans ce fameux *Winner-Take-All*, ce seraient donc les salariés qui assument les risques lorsque les entreprises connaissent un creux ?

Oui. Or, ce ne sont pas les salariés qui sont censés les assumer, du moins pas entièrement, mais les actionnaires auxquels il revient d'assurer les salariés même en cas de ralentissement économique. Et ceci en acceptant d'encaisser des dividendes variables, de subir des pertes en capital. Si l'on s'en tient à la théorie classique du salariat, le salarié est censé être protégé et reçoit à la fin du mois, en échange de cette protection ou de son CDI, un salaire fixe qui ne dépend pas entièrement des aléas économiques. En échange de cette condition de salariat, de cette forme de protection, le salarié acquitte en quelque sorte une prime d'assurance à son employeur sous la forme d'un salaire un peu plus bas que le salaire qui serait celui d'équilibre...

Mais ça, c'est pour la théorie, dans la pratique les choses sont différentes...

Oui effectivement. Et cette différence s'explique par le fait que le capitalisme évolue de plus en plus vers un modèle où les actionnaires s'efforcent de préserver coûte que coûte dividendes et rendement du capital. C'est un monde à l'envers qui s'est dessiné en l'espace de deux ou trois décennies. En fait, les premiers vrais associés aux difficultés de l'entreprise, ce sont les salariés qui ajustent leur condition de travail et leur revenu à la baisse. Mariés à l'entreprise, ils le sont pour le pire mais très rarement pour le meilleur.

Dans la quasi-totalité des pays, les gouvernements mettent en chantier des réformes du marché du travail. Le font-ils à tort ?

Les sacrifices que les salariés sont invités à consentir à court terme se justifient par un objectif de long terme. Et il s'agit de réunir, selon les gouvernements, les conditions d'une meilleure croissance économique en accélérant la rotation des emplois des entreprises anciennes, peu productives, vers les entreprises nouvelles, plus productives. C'est la fameuse théorie de la destruction créatrice de Joseph Schumpeter : le vieux a vocation à disparaître au profit du neuf. Cette vision des choses implique qu'il faut donc éliminer les barrières qui se dressent contre ce monde du neuf. Avec à la clé une myriade de nouveaux statuts différents, comme les emplois temporaires ou encore les autoentrepreneurs. Et dans la même logique, il faut favoriser le libre-échange puisque la moindre forme de protection permettrait aux entreprises obsolètes de survivre...

Cette théorie «*a pris un coup de vieux*», dites-vous...

En France comme ailleurs dans les pays de l'OCDE, la photographie de l'emploi est sensiblement la même. La structure des emplois se déforme au détriment de l'industrie et en faveur d'emplois de services peu sophistiqués. Dans l'UE, le secteur industriel ne représentait plus que 16 % des emplois en 2016. L'essentiel se concentre désormais aux deux extrémités du spectre, d'un côté des emplois qualifiés, voire très qualifiés dans les nouvelles technologies, la finance et les services complexes aux entreprises, mais en petit nombre. De l'autre, des emplois peu ou pas qualifiés dans la distribution, la restauration, les transports et les services à la personne.

Nous nous sommes plantés sur ce qu'on pouvait attendre de la spécialisation internationale ?

Ça en a tout l'air. En fait, l'industrie traditionnelle a bien migré des pays de l'OCDE vers les pays émergents comme nous l'avions anticipé. Mais les pays de l'OCDE ne se sont pas spécialisés dans l'industrie haut de gamme... mais dans des services peu sophistiqués. Et cela donne justement cette bipolarisation du marché du travail qui nourrit à son tour la pauvreté et les inégalités de salaires.

Vous remettez en cause la pertinence des réformes du marché du travail ?

Prenons l'Allemagne, si souvent citée en exemple pour ses réformes et sa forte déréglementation du marché du travail. Certes la croissance est de retour, mais derrière la croissance retrouvée, les salariés d'outre-Rhin sont de plus en plus touchés par la précarité. Près d'un actif sur cinq occupe un minijob, un emploi intérimaire, un CDD à temps partiel de moins de vingt heures et avec de bas salaires. Nous ne pensons pas que ces réformes soient illégitimes car dans un monde de plus en plus concurrentiel, les entreprises ont besoin de réagir rapidement. Mais ces réformes devraient être symétriques : si les salariés participent au redressement de l'entreprise, ils devraient profiter de sa prospérité lorsque tout va bien. Or, ce n'est pas du tout ce qu'on observe depuis le début des années 2000.

Comment se traduit cette asymétrie du partage ?

A l'exception de la France et même de l'Italie, elle se traduit par une baisse de la part des salaires dans le PIB. Aux Etats-Unis, le salaire réel par tête a progressé d'à peine 20 % en vingt ans quand la productivité augmentait de 37 %. On observe le même phénomène

au Japon et dans une moindre mesure en Allemagne. Voilà plus de vingt ans que le ROE, ce fameux *return on equity* ou rentabilité des fonds propres, est devenu la mesure étalon de la gestion financière des entreprises. Que ce soit en zone euro, aux Etats-Unis ou au Japon, le taux d'autofinancement des entreprises est voisin de 100 %. Ce qui signifie que l'on pourrait distribuer davantage aux salariés.

Revenons sur la question de l'emploi, pourquoi dites-vous que les salariés ont tort d'avoir peur d'être débranchés par les robots ?

Certains prédisent que viendra le jour où les algorithmes pourront se passer de notre pouvoir de décision, nous deviendrions ainsi des humains sans valeur économique. Mais entre l'angélisme des technophiles et les frayeurs des technophobes, pas facile d'y voir clair. En attendant, de nombreuses études montrent qu'effectivement, l'installation d'un robot sur une chaîne d'assemblage détruit des emplois localement. Mais si l'entreprise devient plus efficace, plus productive, elle gagne de nouveaux clients, de nouveaux marchés... En fait, si on additionne un effet négatif direct et effets positifs comme la croissance plus rapide de l'entreprise et l'activité accrue dans son bassin d'emploi, on peut espérer aboutir à un léger effet positif.

Parmi les sujets qui vous préoccupent, il y a celui de l'immobilier. En quoi pourrait-il pousser les salariés à une rébellion ?

Parce que même si en France, en Espagne ou encore en Italie le partage des revenus est resté stable, voir légèrement favorable aux salariés, il n'en demeure pas moins qu'en France, comme ailleurs, certaines évolutions ne transpirent pas forcément des données chiffrées. Ainsi, si on calcule le pouvoir d'achat à partir du prix de l'immobilier, il a sensiblement baissé. L'accès à la propriété représente une charge financière qui ne cesse d'augmenter... En quinze ans, la dette immobilière des ménages français est passée de 30 % de leur revenu disponible à un peu plus de 70 % en dépit de la baisse des taux d'intérêt. Ce qui participe à la dérive des classes moyennes et ceci dans la plupart des pays de l'OCDE.

Ce qui participe à l'exaspération ?

Lorsque tout un chacun constate que les groupes les plus favorisés par les réformes fiscales sont ceux qui ont déjà accaparé la plus grosse part du gâteau, alors oui cela participe à l'exaspération générale.

En conclusion de votre livre, vous dites que Marx avait raison. Mais peut-il y avoir pour autant une révolte des salariés qui prendrait la forme d'une revendication de hausse des salaires ?

Là où Marx avait raison, c'est lorsqu'il prévoyait la dynamique du capitalisme. En fait, la baisse de l'efficacité des entreprises qui résulte de la baisse de la croissance de la productivité globale des facteurs de production que sont le capital et le travail aurait dû entraîner une diminution du rendement du capital productif. Mais nous constatons le contraire : une augmentation de ce rendement qui frôle les 7 %. Ce miracle est réalisé grâce à la compression des salaires. Et les entreprises ont pu augmenter leur marge, notamment grâce à l'affaiblissement du pouvoir de négociation des travailleurs et à une

série de réforme du marché du travail. Mais attention car cette pression ne peut être infinie dès lors que ce que les marxistes appellent le «salaire de subsistance», censé assurer le renouvellement de la force de travail, n'est plus là.

Vittorio De Filippis

Après cet article

Croissance économique : la fin des illusions, le début des additions



- 26.08.18



Croissance économique : la fin des illusions, le début des additions

Pour l'ancien ministre des Finances Michel Sapin, la baisse de la croissance constatée après un an d'exercice du pouvoir est imputable aux choix politiques d'Emmanuel Macron qui ont grevé le budget des ménages.

- 24.08.18

Tribune



Croissance : la fin des illusions, le début des additions, par Michel Sapin

Pour l'ancien ministre des Finances Michel Sapin, la baisse de la croissance constatée après un an d'exercice du pouvoir est imputable aux choix politiques d'Emmanuel Macron qui ont grevé le budget des ménages.

- 26.08.18

Budget 2019

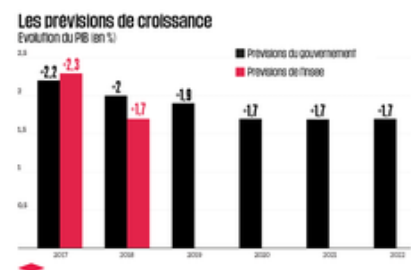


Ralentissement économique : les prestations sociales seront touchées

Dans une interview au «JDD», le Premier ministre dévoile ses mesures pour le budget, notamment le décrochage de l'indexation de prestations sociales de l'inflation et la fin des cotisations salariales sur les heures supplémentaires.

- 19.08.18

Interview



«1,8% de croissance en 2018... c'est impossible»

Pour le chercheur Patrick Artus, le ralentissement de l'économie française s'explique entre autres par l'augmentation des cours du pétrole et la baisse des investissements dans l'immobilier.

- 19.08.18

Economie



Grèce : après la dépression, la «déprime»

Alors qu'Alexis Tsípras se réjouit que son pays soit sorti du programme d'assistance économique, les Grecs restent pessimistes sur leur situation. Retraites minimales, exode des jeunes, fécondité au plus bas... les indicateurs sociaux sont toujours alarmants.

- 26.08.18

récit



Edouard Philippe et ses gros rabots

Alors que l'inflation est au plus haut, le Premier ministre a annoncé que les pensions, les APL et les allocations familiales n'augmenteront que de 0,3 %.

- 26.08.18



Les députés LREM se voient en rois de la rentrée

Certaine de son ascendant, la majorité se targue d'un retour serein à l'Assemblée nationale. Mais les nouvelles coupes budgétaires pourraient bien réveiller l'opposition.

- 27.08.18

Rentrée



Budget : le gouvernement sur un sentier risqué

Face à une croissance plus faible que prévu, l'exécutif lâche du lest sur le déficit tout en prévoyant de nouvelles économies. Au risque de fâcher tout le monde.

- 23.08.18

Rabot



Budget : quand Buzyn et Pénicaud trouvent la potion trop amère

Les ministres des Solidarités et du Travail ont protesté, au début de l'été, contre des projets d'économie jugés trop drastiques ou inopportuns, révèle «l'Express».

- 27.08.18

Tribune



Monsanto, les rongeurs et la fraude scientifique

Le scandale du glyphosate s'explique notamment par les tests sur les animaux : une méthode archaïque et peu fiable.